

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce mercredi 21 septembre 2022

SOMMAIRE

- RDC - Rwanda : les 5 actions privilégiées par Félix Tshisekedi à New York
 - Droits des Femmes : " La congolaise occupe aujourd'hui de plus en plus l'avant plan de la gestion des affaires publiques", Félix Tshisekedi à l'ONU
 - Nations Unies : Les femmes dirigeantes, un atout en temps de crises
 - Environnement et droits humains : le Président de l'Assemblée générale appelle les Etats à l'action
 - Agression dans l'Est : Denis Mukwege fustige l'indifférence choquante de la communauté internationale
 - Nord-Kivu : La société civile déplore les propos « irresponsables » du SG de l'ONU et annonce l'intensification des manifestations anti-Monusco
 - FARDC : le général Philémon Yav arrêté pour intelligence avec une puissance étrangère
 - RDC – Belgique : Sama Lukonde et Pierre-Yves Jeholet échangent sur la coopération socio-culturelle
 - Ituri-ADF : cinq camions transportant de carburant incendiés sur la route Komanda-Mambasa
 - Conflit Teke-Yaka : le nombre des déplacés au Kwilu passe de 4 000 à 11 900 en une semaine
 - Kasai-Oriental : une vingtaine de blessés enregistrés lors des affrontements de Miabi
-
- **DROITS HUMAINS**

Environnement et droits humains : le Président de l'Assemblée générale appelle les Etats à l'action

A l'ouverture du débat général de la 77^e Assemblée générale des Nations Unies mardi à New York, le Président de cette assemblée, Csaba Kőrösi, a rappelé que les solutions aux problèmes mondiaux existaient déjà, notamment contre le changement climatique, mais qu'ils requièrent, outre une observation scientifique et dépassionnée, une vraie volonté de les mettre en œuvre. Concentrant ses propos sur la crise montante de l'eau, vecteur des prochains conflits, il a aussi rappelé, au nom de l'équité, de l'égalité mais avant tout de la dignité humaine, à promouvoir les droits des femmes. « *Nous nous réunissons aujourd'hui durant le moment le plus*

lourd de conséquences de ces quatre dernières décennies », a déclaré Csaba Kőrösi dans un discours devant les dirigeants mondiaux. Citant les cicatrices causées à l'environnement par « notre consommation et notre production intenables », un état d'urgence humanitaire permanent, avec 300 millions de personnes, 10% de plus depuis janvier, en grand besoin d'aide et de protection, le Président de l'Assemblée générale a dénoncé aussi une augmentation des prix mondiaux qui plonge 70 millions de personnes dans la misère, et le sort d'un quart de l'humanité, situé dans des zones de conflits, pris entre les combats et l'instabilité politique, avant de rappeler que « le bain de sang continue en Ukraine, 203 jours après la résolution de l'Assemblée générale condamnant l'agression militaire contre ce pays ».

Nord-Kivu : La société civile déplore les propos « irresponsables » du SG de l'ONU et annonce l'intensification des manifestations anti-Monusco

Les propos du secrétaire général des nations unies, António Guterres sur l'incapacité de la mission onusienne en RDC à combattre les forces négatives opérant dans l'Est et particulièrement les terroristes du M23 continuent de faire jaser. Au cours d'une conférence de presse animée ce mardi 20 septembre, le président de la société civile, forces vives du Nord-Kivu, John Banyene fustige les propos « irresponsables » du numéro un de l'Organisation des Nations Unies (ONU) notamment sur la puissance de feu du M23 qui selon lui, détiendrait des équipements plus sophistiqués que la Monusco et les FARDC. Pour lui, le secrétaire général de l'ONU a emboîté les pas la population du Nord-Kivu qui dit que la Monusco n'a plus rien à faire sur le territoire congolais. « Donc, la Monusco doit plier bagages et partir. À part ça, nous appelons la population à contraindre notre gouvernement pour qu'il prenne ses responsabilités », a-t-il argué avant d'annoncer le lancement des manifestations de grandes envergures pour ce faire.

RDC – Belgique : Sama Lukonde et Pierre-Yves Jeholet échangent sur la coopération socio-culturelle

Le premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a reçu Pierre-Yves Jeholet, ministre-président de la Fédération Wallonie Bruxelles, ce mardi 20 septembre, en son cabinet de travail dans la ville de Kinshasa, en RD Congo. Cette visite de courtoisie, au lendemain de l'inauguration d'un tout nouveau centre Wallonie Bruxelles dans la capitale congolaise, était une occasion de passer en revue les différentes questions liées aux relations de coopération socio-culturelle entre la RDC et la Belgique, à travers la Fédération Wallonie Bruxelles, afin de promouvoir l'inclusion sociale et le développement économique. « Et c'était l'occasion de faire le point de toute une série de dossiers concrets que nous avons. Nous avons inauguré hier le centre Wallonie Bruxelles de Kinshasa. Il faut savoir que dans le cadre de la coopération, la Fédération Wallonie Bruxelles, c'est le seul centre culturel international. Ça témoigne aussi des liens qui existent et de l'importance aussi de la culture, de la création artistique, vecteur d'inclusion sociale et du développement économique », a déclaré Pierre-Yves Jeholet.

- **DROITS DES FEMMES**

Les femmes dirigeantes, un atout en temps de crises

La nouvelle plateforme des femmes dirigeantes s'est réunie mardi en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York pour débattre des solutions transformatrices par les femmes dirigeantes face aux défis interconnectés d'aujourd'hui. Le panel a confirmé qu'une plus grande participation des femmes à la vie politique est bénéfique pour les sociétés, en particulier en temps de crise. Mais l'objectif de parité dans les gouvernements et les parlements est encore loin d'être atteint. Parmi les 193 pays membres de l'ONU, seuls 28 sont aujourd'hui dirigés par des femmes. Sept d'entre elles étaient réunies aujourd'hui, dans le cadre de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale, pour participer à la plateforme des femmes dirigeantes et rappeler à quel point la participation pleine et entière des femmes à la vie politique et aux processus de décision importe dans la réalisation effective, décisive et inclusive des priorités mondiales. Katalin Novák, Présidente de la Hongrie, la Première ministre du Bangladesh Sheikh Hasina et son homologue ougandaise Robina Nabbanja ont débattu avec Fiamé Naomi Mata'afa de Samoa, Silveria E Jacobs de St Maarten et Evelyn Wever Croes d'Aruba. Comme Helen Clark, ex-Première ministre de la Nouvelle-Zélande, l'Islandaise Katrin Jakobsdóttir a souligné l'impact de la diversité dans le monde politique. *« J'ai la conviction que le monde a besoin de plus de dirigeants femmes, de dirigeants issus d'origines et d'expériences de toutes sortes, a-t-elle déclaré, car leurs décisions affectent tous les membres de la société, et il leur faut une compréhension réelle et profonde de la vie des gens, de leurs préoccupations, afin de mieux répondre à leurs besoins ».*

Femmes : " La congolaise occupe aujourd'hui de plus en plus l'avant plan de la gestion des affaires publiques", Félix Tshisekedi à l'ONU

Au rythme actuel des progrès, il faudra peut-être encore 286 ans pour que les femmes bénéficient des mêmes droits et protections juridiques que les hommes, selon ONU Femmes. Dans son discours à l'ouverture de la 77eme session de l'Assemblée Générale de l'ONU, Félix Tshisekedi a vanté les initiatives menées au niveau local et sur le continent en faveur de la parité. *" Lors de mon mandat à la tête de l'Union Africaine, j'ai initié une rencontre des Chefs d'États et des gouvernements de l'organisation continentale sur le thème de la masculinité positive. De ce rendez-vous historique tenue à Kinshasa en 2021, est sortie une déclaration de l'Union Africaine contenant l'engagement des hommes, notamment celui des Chefs d'Etats et des gouvernements de mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles et apporter des réponses appropriées à cette problématique "*, a dit le Chef de l'Etat. A en croire Félix Tshisekedi, cette déclaration constitue une véritable charte de l'union Africaine qu'il s'attelle à matérialiser en sa qualité de Champion de l'UA pour la masculinité positive.

- **SITUATION POLITIQUE**

RDC-Rwanda : les 5 actions privilégiées par Félix Tshisekedi à New York

Dans un discours sans langue de bois à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, Félix Tshisekedi a chargé Paul Kagame et son régime. Le Chef de l'Etat congolais s'est également attaqué au principal argumentaire rwandais par rapport à l'activisme de son armée dans la région de l'Est congolais. Il a également rappelé les cinq axes de son plaidoyer :
Extraits du discours

1. Rendre effectifs le retrait immédiat du M23 des localités occupées, le retour des déplacés congolais de ces localités à leurs domiciles et la cessation sans condition du soutien de l'armée rwandaise à ce groupe terroriste, selon l'esprit et la lettre de la feuille de route de Luanda convenue entre la RDC et le Rwanda, ainsi que des déclarations successives du Conseil de sécurité de l'ONU, du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA, de la Communauté d'Afrique de l'Est, CAE, et de la Communauté pour le Développement de l'Afrique australe, SADC ;

2. Multiplier les pressions sur le Rwanda et le M23 dont les dirigeants sont, du reste, sous sanctions de l'ONU, et montrer plus de fermeté à leur égard, pour qu'ils respectent les positions prises par les organisations internationales précitées ;

3. Appuyer la poursuite du processus de paix de Nairobi, les discussions de Luanda RDC-Rwanda et le déploiement de la Force régionale de l'Afrique de l'Est dont le Statut et les Règles d'engagement viennent d'être signés le 08 septembre dernier à Kinshasa successivement par le Gouvernement congolais et le Secrétariat Général de la CAE, d'une part, et, d'autre part, par les FARDC et le commandement de cette Force ;

4. Encourager le Président honoraire du Kenya, UHURU KENYATTA et le Président de l'Angola JOÃO LOURENÇO, Médiateurs de la CAE et de l'UA dans la crise sécuritaire en RDC à poursuivre leurs bons offices ;

5. Lever tout obstacle à la restructuration par la RDC de ses Forces Armées et à la montée en puissance de celles-ci pour mieux remplir ses missions régaliennes, notamment par la levée pure et simple de toutes les mesures restrictives de l'acquisition des équipements militaires, quelle qu'en soit la forme édictée par le Conseil de sécurité de l'ONU. La réalisation des actions préconisées ci-dessus garantira, sans doute, le Peuple congolais de la certitude d'un règlement de la crise et facilitera un dialogue constructif entre toutes les parties concernées quant à ce.

Tête-à-tête Félix Tshisekedi - Antonio Guterres à New York

En marge de la 77ème session de l'Assemblée générale des Nations unies, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a reçu en tête-à-tête le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo mardi 20 septembre à New York. Aucune déclaration n'a été faite à la presse à l'issue de cette entrevue de près d'une heure.

Celle-ci intervient au lendemain d'une déclaration de M. Guterres, selon laquelle la rébellion du M23 est mieux équipée que la MONUSCO, et qui a été diversement commentée au sein de l'opinion congolaise et internationale.

Agression dans l'Est : Denis Mukwege fustige l'indifférence choquante de la communauté internationale

Le Prix de la Paix, le docteur Denis Mukwege déplore l'indifférence « choquante » de la communauté internationale face à l'agression de la RDC par le Rwanda en connivence avec les terroristes du M23 qui occupent la cité de Bunagana depuis plus de trois (3) mois. Le fondateur de Panzi Hospital intervenait dans une activité organisée par un mouvement citoyen à Charleroi en Belgique. « *Dans une indifférence choquante de la communauté internationale, Bunagana est occupé depuis plus de trois mois. On n'entend pas parler de cette agression. Alors que nous sommes constamment abreuvés par des informations concernant l'agression de la Russie en Ukraine, c'est à peine qu'on parle de l'agression du Congo par l'armée Rwandaise* », regrette Denis Mukwege . Mukwege fustige aussi le fait que les diverses tentatives de recherche des solutions politiques ont partagé le pouvoir par les belligérants. « C'est ainsi que la violence et la cruauté sont devenues des tremplins pour accéder au pouvoir, obtenir des promotions », a-t-il dénoncé.

En outre, a-t-il rappelé, le processus de brassage et mixage devenus des termes adoptés dans le langage des groupes rebelles ont contribué tout simplement à l'intégration des miliciens dans les forces de sécurité.

FARDC : le général Philémon Yav arrêté pour intelligence avec une puissance étrangère

Le général Philémon Yav a été interpellé lundi avant d'être immédiatement conduit à la prison centrale de Makala. Cet officier supérieur de l'armée congolaise surnommé « le tigre katangais » aurait été arrêté pour trahison et intelligence avec une puissance étrangère, affirment des sources sécuritaires à Kinshasa. Pour le moment, les autorités se gardent de nommer la puissance étrangère avec laquelle le général Philémon Yav aurait collaboré. Mais, le site Communication Plus affirme que l'officier congolais était constamment en communication avec le général rwandais James Kabarebe, conseiller spécial en matière de sécurité du président Paul Kagame. Toujours selon ce média en ligne, l'officier aurait cassé la carte SIM de son téléphone portable pour brouiller toute traçabilité. Philémon Yav est aussi soupçonné dans la mort le 16 août 2022 à Goma d'un autre officier, le général Ghislain Tshinkobo Mulamba. Ce dernier aurait été empoisonné, selon le résultat de l'autopsie pratiquée sur son corps. Cette arrestation pose des questions car le général Philémon Yav est une personnalité clé du dispositif militaire du pouvoir en place. Il a été vu sur tous les terrains de combats.

- **SECURITE**

Ituri-ADF : cinq camions transportant de carburant incendiés sur la route Komanda-Mambasa

Les rebelles des Forces Démocratiques Alliées (ADF) ont de nouveau mené une attaque mardi 20 septembre au village Kundalakundala (territoire de Mambasa), sur la route Komanda-Mambasa. Cinq camions citernes de carburant ont été incendiés et un camionneur somalien tué. Les véhicules en provenance de Bunia se rendaient à Kisangani, selon les sources de ACTUALITE.CD. “ *Nous sommes inquiets du fait que les autorités sécuritaires n’ont pas pris en considération notre alerte depuis avant-hier au sujet de la menace qui pesait sur ce village [Kundalakundala]. Voilà le résultat, 5 camions citernes de carburant incendiés et il y a aussi mort d’homme* ”, explique Marie-Noëlle Anotane, coordonnatrice de la société civile de Mambasa. Le village attaqué comme tant d’autres est déserté par la population depuis plusieurs semaines. Plusieurs habitants se sont réfugiés à Komanda et dans d’autres entités fuyant l’insécurité.

Conflit Teke-Yaka : le nombre des déplacés au Kwilu passe de 4 000 à 11 900 en une semaine

Le nombre des déplacés, ayant fui les hostilités entre les Tekes et les Yaka du territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe), s’élève à onze mille neuf cents et trois (11 903) dans la province du Kwilu. L’information a été donnée par le directeur de cabinet du ministre provincial des actions humanitaires du Kwilu lundi 19 septembre à Radio Okapi, précisant qu’ils étaient environ quatre mille en moins d’une semaine. Les 11.903 déplacés de Kwamouth sont accueillis dans la province du Kwilu : 2.949 dans la ville de Bandundu et 8.954 dans le territoire de Bagata, précisément dans les secteurs de Wamba et de Kwango Kasai. Ils vivent dans des conditions inhumaines, malgré des efforts ménagés par le gouvernement provincial pour les assister en vivres et non vivres, selon le directeur de cabinet du ministre provincial des actions humanitaires du Kwilu, Jérémie Bikiele.

Kasai-Oriental : une vingtaine de blessés enregistrés lors des affrontements de Miabi

On en sait un peu plus sur le bilan des affrontements du vendredi 16 septembre dernier entre les habitants du groupement de Bena Tshimungu dans le territoire de Miabi à près de 50 kilomètres à l’ouest de Mbuji-Mayi (Kasai Oriental). D’après l’administrateur du territoire, Crispin Kabengele Malu, plus de vingt personnes ont été grièvement blessées.

A en croire l’AT, ces affrontements ont opposé les sympathisants du chef actuellement au pouvoir et ceux du prédécesseur. L’ancien chef était de passage à Bena Tshimungu et les sympathisants de l’actuel chef n’ont pas digéré ce passage. « *Tout a commencé lorsque Mr Jeams Kabeya prétendant au pouvoir de Bena Tshimungu a quitté la ville de Mbuji-Mayi le jeudi dernier, avec un cortège de véhicules qui l’accompagnaient pour se rendre chez lui dans la localité de Boya, en passant devant la résidence du chef de groupement de Bena Tshimungu en exercice, qui est le seul passage existant. Plusieurs autres sympathisants étaient sur la route pour l’accueillir en triomphalisme.*

Bien avant d'arriver au niveau de la résidence du chef de groupement Didier Tshileo, les sympathisants du prétendant ont trouvé plusieurs barricades pour les empêcher de poursuivre leur voyage. S'en est suivi le jet de pierre et les affrontements pour forcer le passage », a expliqué l'administrateur de Miabi.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org
<https://vlfcongo.org/> www.cartercenter.org
(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo